

APCE



La session d'été de **l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** (APCE) vient de se terminer à Strasbourg (26/06-30/06).

L'Europe et les migrants ont été les principaux sujets de discussions ainsi que quatre rapports connexes.

En outre, les discussions ont également porté sur la situation en Biélorussie et la pression sur les journalistes indépendants et les médias.

Une délégation de l'Assemblée nationale d'Arménie était présente, composée de Samvel Farmanian, Arpiné Hovhannisyan, Armen Rustamian et Naira Zohrabian.

Ils étaient accompagnés des suppléants Kevork Kostanian, Edmond Marukian, Mikayel Melkumian et Hermine Naghdalian.



Pedro Agramunt a déclaré dès l'ouverture qu'il ne démissionnerait pas. La question de la démission du président de l'APCE, Pedro Agramunt, n'a pas été prise en considération lors de cette session. Elle a été reportée à la session d'automne, ce qui signifie que Agramunt a présidé l'Assemblée et ce jusqu'à la fin de son mandat.

L'APCE organise les élections du nouveau président tous les mois de janvier.

Les membres de l'Assemblée qui ont critiqué Pedro Agramunt pour sa visite en Syrie au début de cette année ne semblent pas si sévères dans leurs déclarations au cours de la présente session.

Le président Pedro Agramunt avait été empêché de présider l'Assemblée lorsque Sa Majesté le roi Felipe VI d'Espagne s'était adressé à la séance le 27 avril dernier.

La session d'été de l'APCE a discuté d'un rapport sur la corruption dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. Le rapport du législateur italien Michele Nicoletti sur la corruption politique analyse les principales raisons de la corruption et les moyens de la combattre.

Le 25 avril, l'APCE a créé un groupe chargé d'enquêter sur les accusations de corruption à l'encontre de membres de l'APCE, Jan Egeland, conseiller humanitaire de l'envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, a invité l'APCE à lancer une enquête indépendante sur les allégations de corruption contre certains législateurs de l'APCE dès que possible.

A noter que l'assistance a ratifié la décision adoptée par le Bureau de l'APCE le 29 mai dernier de nommer Sir Nicolas Bratza (Royaume-Uni), Jean-Louis Bruguière (France) et Elisabeth Fura (Suède) en tant que Membres la commission d'enquête externe indépendante pour examiner les allégations de corruption au sein de l'Assemblée.

Cette décision a été prise lors du débat sur le rapport d'étape du Bureau et du Comité permanent, présenté par Tiny Kox (Pays-Bas, UEL), qui couvre les activités et les décisions des organes subsidiaires de l'Assemblée depuis la dernière session.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe – 48 Etats, 324 représentants et 324 suppléants, a élu deux nouveaux vice-présidents: Arpine Hovhannissian (cheffe de la délégation arménienne, PPE/DC) et Valeriu Ghiletschi (Moldovie, PPE/DC).

Vingt vice-présidents sont élus chaque année en début de session ordinaire et restent en fonction jusqu'à l'ouverture de la session suivante (mais un vice-président dont la délégation est renouvelée au cours d'une session ne garde pas son mandat).



La présidente de la délégation arménienne, **Arpiné Hovhannissian**, a déclaré : "Je considère cette déclaration par Agramunt comme tout à fait normale dans le cadre de ses approches et de son image morale, car il a montré déjà lors de la session précédente qu'il ne partira pas dans le cadre de la procédure morale, dans les conditions d'un manque de confiance en lui. Et comme il n'y avait aucune procédure

légale à son encontre, il est toujours en fonction. Mais aujourd'hui, le groupe PPE [Parti du Peuple Européen] ne lui fait pas non plus confiance.

Si nous créons une base juridique après le rapport de demain, relatif à une procédure légale concernant sa démission - ou incluant la non confiance, une opportunité sera créée, avec l'éventualité de le rappeler."



Le vice-président, **Mikayel Melkumian** a amené la question du Karabakh : "Des personnalités politiques comme Pedro Agramunt encouragent le gouvernement azerbaïdjanais à mettre en œuvre une politique antidémocratique, de sorte que l'Azerbaïdjan continue de compromettre tous les accords liés au règlement pacifique de la question du Haut-Karabakh. Comment peut-il arriver que nous ayons un phénomène

comme Pedro Agramunt dans l'Assemblée ? Apparemment, Agramunt est incapable d'assurer l'équilibre entre les membres de notre organisation par son activité privée. Car Agramunt sert en privé les intérêts de l'Azerbaïdjan.

()... En raison de l'attaque inhumaine de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh, il y a dix jours, le côté arménien a eu quatre pertes - des jeunes de 20 ans - à la ligne de contact entre le Haut-Karabakh et à l'Azerbaïdjan. Qui doit être tenu responsable des victimes ? Et comment?

Dans le même temps, je voudrais avertir que la défense de la République du Haut-Karabakh donnera toujours une réponse adéquate à de telles actions agressives. Le président Aliiev n'a peut-être pas appris les leçons de l'expérience précédente. Bien sûr, nous pensons que ce phénomène doit être évalué politiquement et juridiquement et être suivi d'actions spécifiques. Malheureusement, directement ou indirectement, Pedro Agramunt participe à ce processus, mais je ne sais pas s'il est un grand missionnaire pour le compte du gouvernement azerbaïdjanais ou s'il est le chef de l'Assemblée parlementaire. Je vous laisse méditer. Ma conclusion est la suivante : Agramunt doit démissionner du poste de président de l'assemblée parlementaire et partir."

(...)

Dans son discours lors de la session «Débats libres» de l'APCE, la députée azerbaïdjanaise **Ganira Pashayeva** a abordé elle aussi le conflit du



Karabakh par le biais des Azerbaïdjanais pris « en otage » par les forces armées arméniennes et a appelé l'APCE pour renforcer ses efforts pour les libérer.

"Tout d'abord, j'aimerais remercier le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, M. Jagland, pour ses commentaires concernant la libération des otages azerbaïdjanais Dilgam Askerov et Shahbaz Guliyev. Malheureusement, malgré les efforts du gouvernement azerbaïdjanais et les déclarations de M. Jagland, il n'y a toujours aucun progrès positif concernant leur libération", a-t-elle déclaré.

(...)



Pedro Agramunt a été exclu de la faction du parti populaire européen (PPE).

L'Assemblée a ouvert la voie à une éventuelle mise en accusation de son président, accusé de s'être rendu en Syrie et avoir rencontré Bashar al-Assad.

Les membres de l'APCE ont voté en faveur d'une résolution permettant aux élus d'être démis de leurs postes, y compris le président de la vénérable institution.